

MADAGASCAR - GRAND SUD-EST (Districts intérieurs)

L'impact des cyclones Batsirai et Emnati est également reflété à travers la dégradation de la situation de sécurité alimentaire des districts d'intérieur du Grand Sud-Est

ANALYSE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

AIGÜÉ DE L'IPC

AOÛT 2022- MARS 2023

Publié le 8 septembre 2022

ACTUELLE: AOÛT - OCTOBRE 2022		
191 000 26% de la population analysée Personnes en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5	0 Catastrophe
	Phase 4	14 000 Urgence
	Phase 3	177 000 Crise
	Phase 2	350 000 Stress
	Phase 1	189 000 Sécurité alimentaire

PROJETÉE 1 : NOVEMBRE 2022 - JANVIER 2023		
138 000 18% de la population analysée Personnes en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5	0 Catastrophe
	Phase 4	3 000 Urgence
	Phase 3	135 000 Crise
	Phase 2	381 000 Stress
	Phase 1	211 000 Sécurité alimentaire

PROJETÉE 2 : FÉVRIER - MARS 2023		
173 000 24% de la population analysée Personnes en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5	0 Catastrophe
	Phase 4	14 000 Urgence
	Phase 3	159 000 Crise
	Phase 2	367 000 Stress
	Phase 1	189 000 Sécurité alimentaire

VUE D'ENSEMBLE

Les cyclones Emnati et Batsirai ayant traversé le pays en février n'ont pas épargné les zones qui se trouvaient sur leur zone d'influence comme les Districts intérieurs du Grand Sud Est: Ifanadiana, Ikongo, Vondrozo, Midongy Atsimo et Befotaka. En cette période de post-récolte, août à octobre 2022, près de 26% de la population de ces districts soit 191 000 personnes sont classées en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus). La récolte de grande saison a été assez faible et au bout de deux mois, les ménages avaient rapidement épuisé leurs stocks, les exposant très tôt à la période de soudure dès le début du mois d'août. Environ 14 000 personnes (dont 5% de la population d'Ikongo et 5% de la population de Befotaka) sont actuellement classées en Phase 4 de l'IPC (Urgence). Pour ces deux districts, les facteurs contribuant à cette situation d'exception s'expliquent surtout par la grande vulnérabilité de la population à cause de l'isolement de ces zones, et des effets induits par les inondations et la crise russo-ukrainienne se traduisant par la baisse des récoltes, et la hausse vertigineuse des prix de denrées alimentaires. Des activités de relance agricole sont constatées mais sont malheureusement pénalisées par la faiblesse d'accès aux intrants agricoles.

Pour la première période projetée, allant du mois de novembre 2022 à janvier 2023, une baisse du nombre de populations classées en Phase 3 de l'IPC (Crise) ou plus est en perspective. Cette amélioration concerne l'ensemble des districts analysés sauf dans le District de Befotaka où 5% de population demeurera en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC). En effet, durant cette période, une récolte de riz de contre saison, de fruits (banane, litchi) et de légumineuses est attendue. Le salariat agricole offre une opportunité de sources de revenu avec la préparation de la grande saison. Ainsi, le nombre de population en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus) et en besoin d'assistance passera à 138 000 personnes environ. Les Districts Ikongo, Vondrozo et Befotaka resteront classés en Phase 3 de l'IPC. Pour Midongy Atsimo, il basculera en Phase 2 de l'IPC (Stress) grâce à une meilleure récolte de riz dans ce district à la fois zone très productive et aux effets positifs des aides humanitaires réalisées (six communes sur sept) durant la période de juillet à octobre 2022.

Pour la seconde période projetée (février-mars 2023) correspondant au pic de la soudure et coïncidant avec la période cyclonique et les risques d'inondations, la tendance de la première situation projetée est maintenue avec trois districts en Phase 3 (Crise) de l'IPC : Ikongo, Vondrozo et Befotaka et deux Districts en Phase 2 (stress) de l'IPC: Midongy Atsimo et Ifanadiana. Toutefois, la situation connaîtra une dégradation avec 173 000 personnes en Phase 3 de l'IPC (Crise) ou plus, et une hausse de la population en Phase 4 (Urgence) de l'IPC (14 000 personnes) suite au basculement de 5% de population du District d'Ikongo. La récolte de manioc vert et d'arachide ainsi que la saison des fruits devraient atténuer la soudure. Pendant cette seconde période projetée, avec la saison des pluies, la circulation des biens et des personnes serait difficile et les risques de recrudescence des cas de maladies telles que la diarrhée et le paludisme seraient susceptibles de se produire. Cependant, ces districts d'intérieur ont l'habitude de vivre en autarcie ; aussi, ces différents chocs et la crise russo-ukrainienne, impactant surtout sur l'accessibilité alimentaire et le prix de carburant n'affectent que très légèrement la sécurité alimentaire des ménages.

Facteurs déterminants



Cyclones et inondations

Les cyclones Batsirai et Emnati ont entraîné des inondations ayant provoqué des destructions massives des cultures de rente engendrant des pertes de récoltes, des pertes d'emploi et de sources des revenus et de nourriture.



Maladie

L'augmentation de la prévalence des maladies liées à l'eau impactera fortement le bien-être de la population.

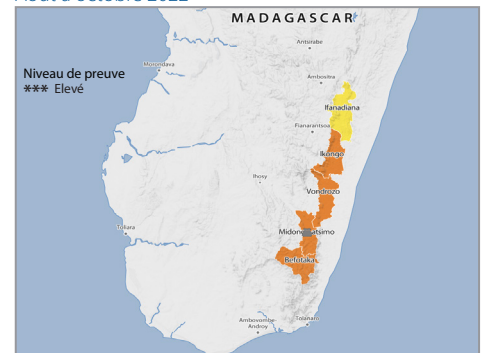


Chocs des prix

Un taux prévisionnel d'inflation rampante peut vite se dégrader en inflation galopante avec le contexte russo-ukrainien.

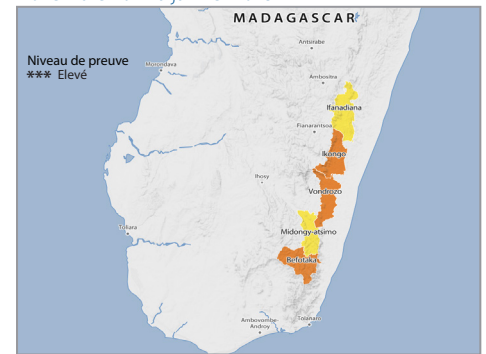
Insécurité alimentaire aiguë actuelle

Août à octobre 2022



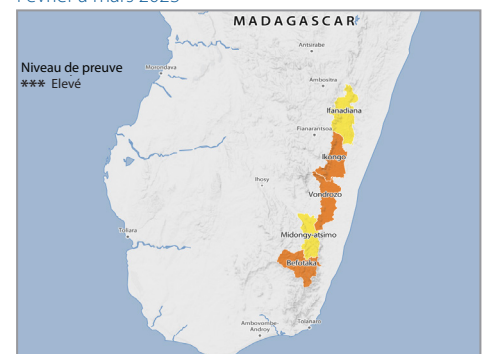
Insécurité alimentaire aiguë projetée 1

Novembre 2022 à janvier 2023



Insécurité alimentaire aiguë projetée 2

Février à mars 2023



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20% de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones avec preuves insuffisantes
- Zones non analysées
- Symboles de la carte
 - Classification des zones d'installation urbaines
 - Classification des zones d'installation de PDI/bûtres

La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire (pris en compte dans la classification des phases)

Au moins 25% des ménages ont 25-50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire

Au moins 50% des ménages ont plus de 50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire



VUE D'ENSEMBLE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË ACTUELLE (AOÛT À OCTOBRE 2022)

La zone d'analyse est caractérisée par des hautes terres et des falaises traversées par plusieurs fleuves. La végétation est constituée par une forêt naturelle et une savane. La zone regorge de ressources minières, de produits halieutiques et de produits forestiers. Le sol est de type latéritique et argileux. La pluviométrie annuelle varie entre 1000 et 2000 mm, avec une saison des pluies se situant surtout entre novembre à mai. Bien que les conditions climatiques soient favorables à une agriculture intensive, la petite taille des parcelles exploitables est expliquée par la topographie de la zone et l'état d'enclavement qui limite leur optimisation. L'hiver est caractérisé par des crachins de pluie, de juin à juillet, et une saison sèche d'août à octobre. La température moyenne est de 15°C, avec un minimum de 10°C et un maximum de 30°C.

L'agriculture, de type pluvial et irrigué, est composée de cultures vivrières (riz, manioc, patate douce), de la caféiculture et de l'arboriculture fruitière (banane, jaquier, letchis, pomme cannelle). Le riz est produit principalement dans les bas-fonds où la traction animale est possible pour les nantis, alors que les autres cultures pluviales se font sur les pentes. À part l'agriculture vivrière et les cultures de rente habituelles, la culture de la canne à sucre occupe une place importante dans l'économie de cette zone. En effet, la fabrication du « toaka gasy » ou le rhum traditionnel est parmi les sources principales de revenu des ménages locaux. Pourtant, les techniques de distillation et la législation en vigueur limitent l'épanouissement de cette activité. Les autres alternatives d'activités génératrices de revenu sont limitées par l'inaccessibilité de ces districts.

La période courante d'analyse, du mois d'août à octobre 2022, couvre la période de post-récolte et de soudure avec les effets et les séquelles du passage des cyclones. L'état des voies d'accès des districts vers leurs communes, qui sont principalement des pistes en terre peu praticables en période normale, s'est aggravé suite à ces aléas. Les cultures vivrières et de rente ont été endommagées avec de fortes conséquences sur la disponibilité alimentaire et les sources de revenus des ménages. Les cultures vivrières (riz, manioc) qui constituent les principaux aliments de base ont été impactées par les inondations suite aux pluies torrentielles, mais également les cultures de rente et fruitières par les effets des vents cycloniques. Une baisse de disponibilité et une hausse des prix des denrées alimentaires sont observées.

Après ANA, BATSIRAI et DUMAKO, EMNATI est le quatrième système ayant impacté Madagascar en l'espace de 40 jours. Trois régions ont été fortement affectées : Vatovavy, Fitovavy et Atsimo Atsinanana. Dans l'ensemble, les zones analysées sont en situation d'insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC) à l'exception du District d'Ifanadiana en Phase 2 (Stress) de l'IPC. Dans ce district, les différentes alternatives aux sources de revenus agricoles (tourisme, produits miniers, exploitation forestière, etc.), et sa situation géographique – ce district est situé entre Fianarantsoa, Mananjary et Manakara – de même que sa proximité avec les Routes Nationales (RN25 et RN12), en font un carrefour des produits de rente et des produits vivriers, ce qui modère les difficultés alimentaires des ménages.

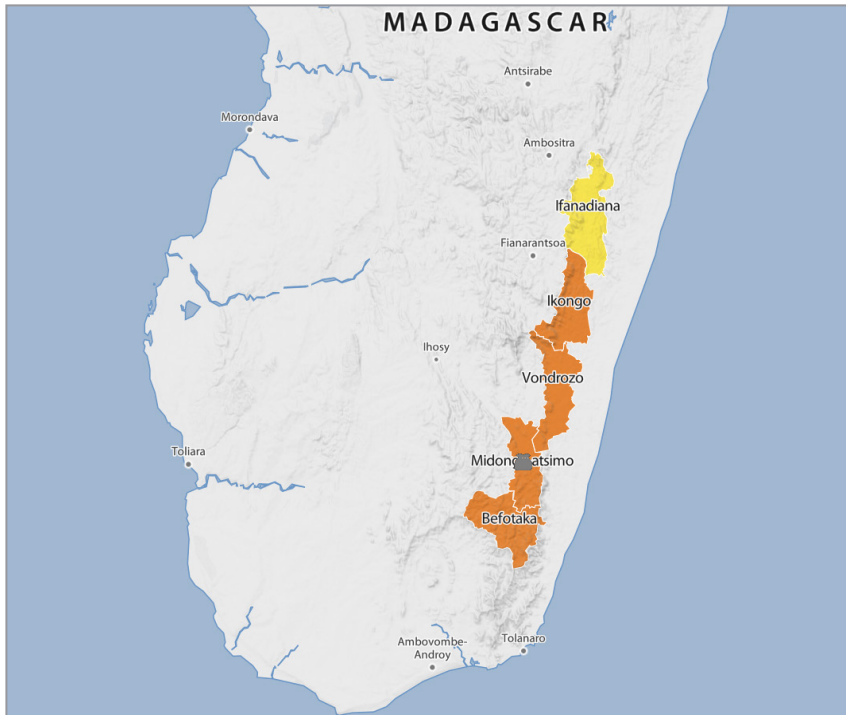
Sur l'ensemble de la population (729,752) de la zone géographique analysée, 2 % (soit 14 000 personnes) se trouvent en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC), 24 % (soit 176 000 personnes) en Phase 3 de l'IPC (Crise), ramenant ainsi à 190 000 les personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (IPC Phase 3 ou plus), représentant 26% de la population ayant besoin d'une action urgente. Ces dernières se répartissent dans toutes les zones d'analyse avec une forte concentration dans le District d'Ikongo (soit 11 251 personnes). Les ménages les plus pauvres, sans terre et dirigés par des femmes, sont les plus durement touchés. Les prix élevés des denrées alimentaires réduisent les revenus réels et aggravent l'insécurité alimentaire et la malnutrition au sein de la population pauvre en diminuant la quantité et la qualité des aliments consommés.

Selon l'INSTAT (Institut National de la Statistique), l'inflation au niveau national, au mois de juin 2022 était de 6,9%. Mais ce taux d'inflation tendrait à s'élever dans les zones reculées, inaccessibles et dans les zones impactées par les intempéries. Dans les zones analysées, cette situation fragilise davantage le pouvoir d'achat des ménages déjà chroniquement précaire. La disponibilité de sources de revenu durant cette période d'analyse est pourtant faible, d'un côté à cause de la rareté d'opportunités d'activité liée à l'agriculture et d'un autre côté à cause des perturbations des filières des produits de rente notamment le café et la vanille.

La situation nutritionnelle de ces cinq districts d'intérieur du Grand Sud Est est assez acceptable sauf pour le District d'Ikongo où la prévalence combinée de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) atteint une proportion de 14,5% selon les données de l'enquête SMART (Standardised Monitoring and Assessment of Relief and Transitions). La prévalence des maladies diarrhéiques liées à la qualité de l'eau est relativement élevée. Cela se justifie par une forte proportion de la population (environ 80%) utilisant des points d'eau non protégés. Cela se conjugue également avec les pratiques sanitaires limitées comme la défécation à l'air libre encore prédominante. La prolifération des maladies liées aux piqûres d'insectes et des parasites (filariose) est également un facteur limitant de la sécurité alimentaire dans la zone.

Malgré les aléas observés et les conséquences ravageuses des passages des cyclones sur la situation alimentaire des ménages, la présence des acteurs humanitaires opérant sur le terrain reste limitée au cours de la période observée. En effet, il a été constaté que seul le District de Midongy Atsimo a pu bénéficier d'une assistance alimentaire conséquente, correspondant à un taux de couverture allant jusqu'à hauteur de 42% de la population pendant 15 jours par mois de ration. Ces assistances ont été fournies sous forme de transferts monétaires ou de distribution alimentaire en juillet et en août. En ce qui concerne les autres districts, la couverture de l'assistance reste assez limitée par rapport à l'étendue des zones et le nombre de population, soit 4,60% pour Ikongo, 6,03% pour Befotaka et 7,42 % pour Ifanadiana ; l'assistance dans le District de Midongy Atsimo n'a concerné que 0,93% de population.

CARTE ET TABLEAU DE LA POPULATION DE LA SITUATION ACTUELLE (AOÛT À OCTOBRE 2022)



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones non analysées

La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire

(pris en compte dans la classification des phases)

Au moins 25% des ménages ont 25-50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire

Au moins 25% des ménages ont plus de 50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire

Niveau de preuve
*** Elevé

Région	District	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Atsimo Atsinanana	Befotaka	62 214	12 443	20	31 107	50	15 554	25	3 111	5	0	0	3	18 665	30
	Midongy-atsimo	54 980	13 745	25	24 741	45	16 494	30	0	0	0	0	3	16 494	30
	Vondrozo	188 155	56 447	30	84 670	45	47 039	25	0	0	0	0	3	47 039	25
	Total	305 349	82 634	27	140 518	46	79 086	26	3 111	1	0	0		82 197	27
Vatovavy Fitovinany	Ifanadiana	199 382	49 846	25	119 629	60	29 907	15	0	0	0	0	2	29 907	15
	Ikongo	225 021	56 255	25	90 008	40	67 506	30	11 251	5	0	0	3	78 757	35
	Total	424 403	106 101	25	209 638	49	97 414	23	11 251	3	0	0		108 665	26
Grand Total		729 752	188 735	26	350 155	48	176 500	24	14 362	2	0	0		190 862	26

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.



PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Au cours de l'analyse, très peu d'informations historiques ont été disponibles pour les districts intérieurs du Grand Sud Est, ce qui a rendu difficile la contextualisation des indicateurs et l'analyse des tendances à travers les saisons et après les chocs. Toutes les analyses se basent sur une convergence des preuves et tous les indicateurs ont été pris en compte en considérant le cadre d'analyse et le tableau de référence de l'IPC. L'impact des inondations cycloniques a montré que les Districts d'Ikongo, de Befotaka et de Midongy Atsimo sont les plus affectés au point que la sécurité alimentaire de la population est atteinte au plus haut niveau.

Sur la base des résultats issus de l'enquête SMART (juin-juillet 2022), le score de consommation alimentaire présente une situation inquiétante au niveau de la fréquence de la nourriture consommée. Quatre districts sur cinq ont un Score de Consommation alimentaire (SCA / FCS) Limite ou Pauvre indicatif d'une situation de Crise ou d'urgence (IPC 3 et 4 de l'IPC). Les districts ayant la proportion de ménages avec un SCA Pauvre le plus élevé sont Befotaka (23,9%), Midongy-Atsimo (21,6%) et Ikongo (19,1%), contre environ 5% enregistré dans les Districts d'Ifanadiana et de Vondrozo. En outre, selon le score de diversité alimentaire (HDDS), les ménages d'Ifanadiana sont ceux qui diversifient le plus leur nourriture, avec six groupes d'aliments consommés en moyenne dans l'ensemble du district. En revanche, dans les Districts de Befotaka et Midongy, les ménages consomment en moyenne moins de cinq groupes d'aliments. Plus précisément, un ménage sur deux de Befotaka consomme moins de quatre groupes (indicatif d'une Phase 3 (Crise) ou plus de l'IPC). Leur repas est généralement composé de céréales, de tubercules, de légumes et de fruits. Il faut également noter le cas des 7% des ménages dans le District de Midongy Atsimo qui ne consomment que deux groupes d'aliments (tubercules et légumes),— indicatif d'une Phase 4 (Urgence) de l'IPC.

Pour l'indice de stratégie d'adaptation liée à la consommation (rCSI), les données de l'enquête SMART montrent qu'en plus d'avoir une proportion très élevée de ménages avec une consommation alimentaire Pauvre, les Districts d'Ikongo et de Befotaka présentent le niveau de rCSI le plus alarmant avec respectivement 54,9% et 32,2% de ménages en Phase 3 de l'IPC (Crise) ou plus. Ils sont suivis par les Districts de Midongy (28,6%), de Vondrozo (21,7%) et d'Ifanadiana (16,5%). Les ménages qui adoptent ces stratégies présentent un important déficit de consommation alimentaire et adoptent des comportements inhabituels comme la consommation d'aliments moins appréciés, la limitation de la portion ou du nombre de repas par jour, ou d'autres stratégies réduisant la quantité consommée par les membres du ménage au cours de la journée. Autrement dit, la mauvaise consommation alimentaire est bien reflétée par les stratégies de survie adoptées par les ménages. De plus, l'indice de la faim (HHS) observé lors de l'enquête SMART montre qu'il n'y a pas d'expérience de faim sévère dans les cinq districts. Cependant, des poches de faim modérée, indicatifs d'une Phase 3 de l'IPC, ont été observées au niveau du District de Midongy Atsimo (38,3%), de Befotaka (23,3%) et de Vondrozo (24%).

Au niveau des moyens de subsistance, les résultats de l'enquête SMART montrent que ce sont les ménages résidant dans les Districts de Midongy Atsimo, Vondrozo et de Befotaka qui sont les plus vulnérables avec environ un peu plus d'un tiers des ménages avec un indicateur de changement des moyens d'existence (LCS) indicatif d'une Phase 3 (Crise) ou plus de l'IPC. Ils sont suivis par les Districts d'Ikongo (24,5%) et d'Ifanadiana (17,8%). Ces ménages ont dû épuiser leurs actifs productifs (bétails, moyens de transport, terre, maison...) ou pratiquer des activités illégales et/ou risquées pour pouvoir se procurer de la nourriture. Un fait plus marquant à considérer également est qu'une grande partie de ces actifs a été décapitalisée bien avant les 30 derniers jours précédant la collecte des données en juillet. Ces ménages étaient obligés de décapitaliser leurs actifs au cours des passages des cyclones et dépressions tropicales pour pouvoir faire face au déficit de consommation alimentaire qu'ils ont rencontré au cours de ces périodes. Ainsi, ils ne peuvent plus recourir à ces stratégies pour affronter le déficit actuel. Pendant les périodes cycloniques, pour pouvoir se nourrir, les bétails productifs ont été épuisés par 19% des ménages de Befotaka et 14% pour Midongy Atsimo. Enfin, 12% des ménages de Vondrozo ont décapitalisé leurs terres/maisons.

Impact de la guerre en Ukraine au Madagascar

Evènement mondial majeur, la guerre russo-ukrainienne paralysant l'économie entraîne depuis plusieurs mois des conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages Malagasy. Cette situation s'explique par le fait que Madagascar doit importer la majorité des produits de première nécessité. Ainsi, la dépréciation de l'Ariary par rapport au dollar a affecté significativement le pouvoir d'achat des ménages. Les prix du litre à la pompe du gasoil et de l'essence ont augmenté d'environ 44%. Les produits de première nécessité (PPN), dont plus de la moitié sont des produits importés, ont suivi la même tendance. Le prix riz importé enregistre également une augmentation de 15% à 23%. A cause du faible niveau de la récolte de riz, 302.934 tonnes de riz ont été importées durant les cinq premiers mois de 2022, soit une hausse du volume des importations de 32,72% par rapport à la même période de 2021. Un taux d'inflation de 8% est attendu à la fin de l'année 2022.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION PROJETÉE 1 (NOVEMBRE 2022 À JANVIER 2023)

La première période de projection inclut une période de récolte de riz de contre saison aussi bien pluviale qu'irriguée pour la plupart des districts d'analyse. Cependant, la récolte est conditionnée par l'accès aux intrants agricoles, et surtout de semences et de bouture mais également de la superficie emblavée qui reste toujours minime étant donnée la topographie de la zone limitant ainsi l'utilisation d'attelage. Cette récolte attendue ne pourra pas par conséquent améliorer de manière significative la situation alimentaire des ménages bien que la pluviométrie soit favorable. Les dégâts causés par le passage des cyclones (plus de 60% de surfaces touchées) ont engendré une baisse importante des récoltes vivrières et à l'épuisement des stocks de semences, les pertes de production sur les cultures vivrières sont estimées à USD 61 millions (FAO). A noter qu'en temps normal, les stocks de riz couvrent en moyenne 6 semaines de consommation des ménages.

Cette période coïncide également avec la récolte des fruits comme les bananes, les letchis, les fruits à pain et les jacquiers qui représentent une source d'alimentation essentielle durant la période de soudure. Or, les vents violents et les inondations ont secoué ces plantations qui risquent de ne pas donner les productions espérées. Les ventes de produits d'élevage constituent également des sources de revenus d'appoint. Cependant, l'élevage a connu une perte considérable. Selon la FAO, les pertes de production dans ce secteur sont estimées à USD 1,5 millions dont un tiers dans le secteur avicole.

Les récoltes, et les autres sources de revenus attendues, pendant cette période de projection ne seront pas pleinement satisfaisantes en raison des effets néfastes du vent violent et des inondations cycloniques du mois de mars 2022. Les activités minières et d'exploitation des ressources forestières devraient compenser le gap afin d'amortir la dégradation de la situation.

Une prévision de saison des pluies favorables présente un avantage en termes d'opportunités d'emplois liées à la préparation de la grande saison culturelle pour les couches de population vivant de cette activité. C'est généralement le cas des pauvres et des très pauvres. Cependant, la saison de pluie est handicapante pour la logistique de l'approvisionnement. Un sol argileux pour l'ensemble fréquemment humide en raison d'une précipitation abondante n'est pas des plus favorables pour un réseau routier constitué de piste en terre pour la totalité. Le problème d'accès sera amplifié par la hausse du prix des carburants. Les prix des denrées de base suivront la même tendance.

Effectivement, l'amélioration attendue pour cette première période de projection est marginale. Des changements modestes aux niveaux de la consommation alimentaire, du changement dans les moyens d'existence, de la nutrition et de la mortalité seront attendus. Ainsi, trois districts seront en Phase 3 de l'IPC (Crise). Il s'agit d'Ikongo, de Vondrozo et de Befotaka. Pour ce dernier, on enregistrera encore des populations en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC). L'insécurité, un fort taux de malnutrition expliqué par des conditions d'hygiène et de salubrité limitées constituent des facteurs aggravant de cette situation.

Les maladies courantes (Infections Respiratoires Aiguës, diarrhées et paludisme) proliféreront pendant la période de pluie. La pandémie de COVID-19 n'est pas encore totalement écartée. Des mesures de restriction de circulation liées à une recrudescence de cas seraient fatales pour une économie locale fragilisée par de multiples chocs (cyclones, inondations, etc.).

Hypothèses clés

La première période projetée allant de novembre 2022 à janvier 2023 couvre le début de la saison des pluies. La période cyclonique à Madagascar commence généralement en novembre. Particulièrement exposé aux cyclones et inondations, le Grand Sud Est se trouve souvent sur la trajectoire des cyclones au moment où ils sortent du pays. Et rares sont les cyclones qui entrent dans cette partie de l'île comme en témoigne la situation du mois de mars 2022.

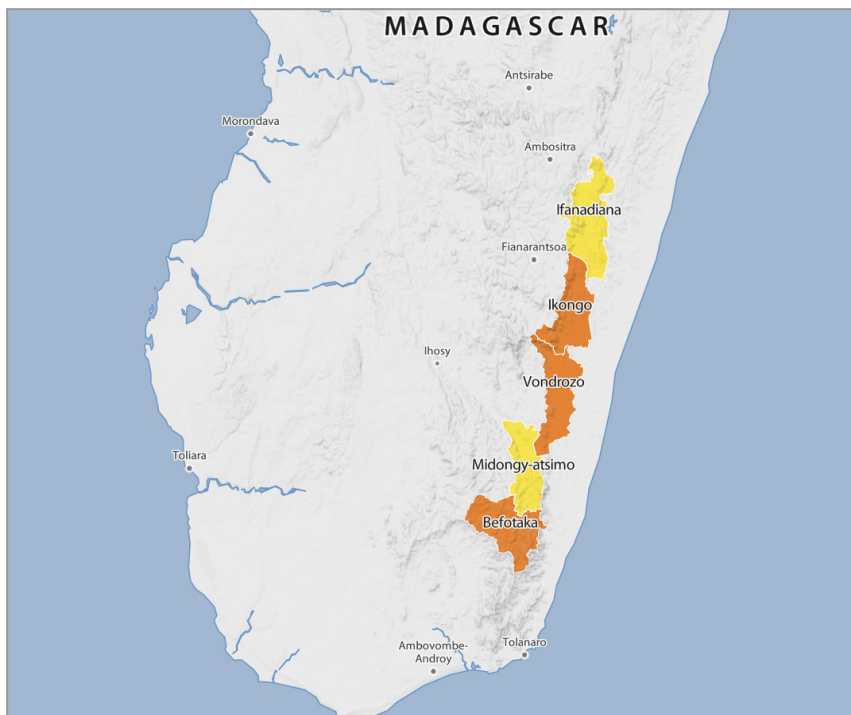
Sur cette période projetée, les récoltes de quelques spéculations seront attendues telles que le riz de contre saison et les fruits. Les activités minières, de pêches fluviales et d'exploitation forestière suppléeront ces gains de récoltes.

Cependant, l'enclavement des districts d'intérieur du Grand Sud Est se traduit par le fait que les produits entrant dans la zone s'achètent à des prix élevés tandis que la production locale sera vendue à un prix dérisoire. Pour les cinq districts, les sources de revenu et de nourriture des ménages, le stock et la trésorerie issus de la vente d'une partie des récoltes ne feront pas le poids face aux dépenses importantes durant cette période. La rentrée scolaire combinée aux petits investissements liés aux activités agricoles locales impacteront lourdement le budget des ménages. De plus, aucune assistance humanitaire n'est planifiée pour le moment.

Le faible accès aux infrastructures de base (eau et hygiène), l'insalubrité entraîneront une augmentation des prévalences de quelques maladies endémiques comme le paludisme ou la diarrhée. Des maladies qui affaibliront une population déjà vulnérable en raison de la difficulté d'accès à la nourriture.



CARTE ET TABLEAU DE LA POPULATION DE LA SITUATION PROJETÉE 1 (NOVEMBRE 2022 À JANVIER 2023)



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones non analysées

Niveau de preuve
*** Elevé

Région	District	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Atsimo Atsinanana	Befotaka	62 214	12 443	20	34 218	55	12 443	20	3 111	5	0	0	3	15 554	25
	Midongy-atsimo	54 980	16 494	30	30 239	55	8 247	15	0	0	0	0	2	8 247	15
	Vondrozo	188 155	56 447	30	94 078	50	37 631	20	0	0	0	0	3	37 631	20
	Total	305 349	85 383	28	158 534	52	58 321	19	3 111	1	0	0		61 432	20
Vavovavy Fitovinany	Ifanadiana	199 382	69 784	35	109 660	55	19 938	10	0	0	0	0	2	19 938	10
	Ikongo	225 021	56 255	25	112 511	50	56 255	25	0	0	0	0	3	56 255	25
	Total	424 403	126 039	30	222 171	52	76 193	18	0	0	0	0		76 193	18
Grand Total		729 752	211 422	29	380 705	52	134 514	18	3 111	0	0	0		137 625	18

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION PROJETÉE 2 (FÉVRIER À MARS 2023)

Pour la deuxième période de projection du mois de février et mois de mars 2023, correspondant au pic de soudure ayant débuté dès le mois d'août, une dégradation de la situation est en perspective sans qu'il y ait un changement de phase. Plus de 173 000 personnes représentant 24% de la population des zones d'analyse seraient en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus) ; et environ 14 000 personnes en situation d'Urgence (Phase 4) dans les Districts d'Ikongo et Befotaka (5% pour chacun des districts) auraient besoin d'actions urgentes pour sauver des vies et protéger les moyens d'existence. Toutefois, les Districts d'Ikongo, Vondrozo et Befotaka resteront en Phase 3 de l'IPC (Crise) et les Districts d'Ifanadiana et de Midongy Atsimo en Phase 2 de l'IPC (Stress).

Au cours de la deuxième période projetée, la disponibilité et l'accessibilité alimentaire seraient plus compromises que d'habitude. Un déficit important de consommation alimentaire dans ces zones à l'exception de Midongy Atsimo (récolte de manioc et d'arachide sur la période observée) et Ifanadiana pourrait contraindre les ménages à adopter des stratégies d'adaptation de crise, jusqu'à faire pression sur les moyens d'existence et les ressources naturelles environnantes.

On peut également s'attendre à une flambée des prix des denrées alimentaires suite à la crise d'approvisionnement mondiale liée au conflit russo-ukrainien. Ceci a déjà fortement impacté les prix des carburants dernièrement. Le délabrement des infrastructures routières dans la zone qui risque de s'empirer davantage pendant la saison pluvieuse conjuguée à cette hausse de prix limiterait de plus en plus l'accessibilité alimentaire de la population. La circulation des biens comme les médicaments et des personnes serait aussi perturbée alors que la prévalence de maladies liées à l'eau (diarrhée et paludisme) pourrait augmenter considérablement pendant cette période de projection.

Les réserves alimentaires au niveau des ménages auraient été épuisées dès le mois d'août. Les arbres fruitiers et les aliments de substitution comme les fruits à pain ont été en grande partie endommagés par l'effet de vent amené par les cyclones Batsirai et Emnati et ne procurant de revenus que pour une période très limitée tempérant le pic de soudure.

Comme la période projetée 2 est une deuxième période de soudure, les activités agricoles attendues sont très limitées notamment la récolte de manioc précoce, la récolte des fruits (avocat, pomme de Cythère, pomme cannelle). Les revenus et les stocks provenant de ces cultures seront de courte durée.

Des inondations, même localisées et ponctuelles, pourraient affecter les parcelles de cultures situées en zones inondables compromettant les récoltes espérées. La hausse des prix généralement plus marquante durant cette période projetée pourrait se raffermir dû au mauvais état des routes difficilement praticables en saison pluvieuse mais également sous l'influence des répercussions de la guerre russo-ukrainienne sur l'inflation. Des risques de rupture d'approvisionnement des marchés seront à craindre et l'utilisation de sources d'eau non protégées n'est pas à écarter.

Hypothèses clés

La deuxième période projetée s'étend sur les deux mois de pointe de la saison des pluies. C'est aux mois de février et mars que surviennent les cyclones suivis d'inondation et de glissement de terrain.

La période projetée 2 coïncide avec le pic de soudure excepté pour Midongy Atsimo et Befotaka où des récoltes du manioc précoce et de l'arachide sont attendues.

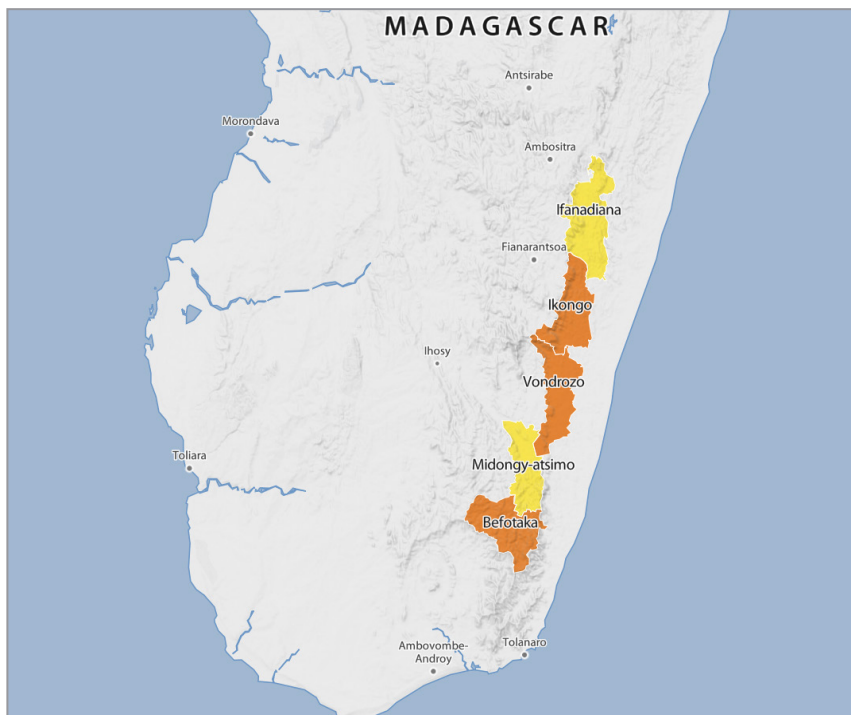
Une hausse généralisée des prix est en perspective pendant cette période de pic de soudure. Elle risque également de s'accroître avec la hausse excessive des prix de carburants liée à la crise russo-ukrainienne qui tend à perdurer le marché et est susceptible d'entraîner des difficultés s'aggravant avec le temps. Une hausse des prix des produits importés constitue une première conséquence. La hausse du coût des carburants aura un effet domino sur le reste tels les produits de première nécessité. Ces éléments auront des lourds impacts pour près de la moitié des ménages des districts dépendant des marchés. Un réseau de pistes endommagées par une forte précipitation va empirer une situation déjà critique en termes de circulation de biens et de personnes et risque de perturber l'approvisionnement des marchés.

Un contexte de délabrement des conditions d'hygiène, des pratiques courantes de défécation à l'air libre et une utilisation de points d'eau non protégés, renforceront la prolifération des maladies courantes pendant la saison pluvieuse (IRA et diarrhée, paludisme). La pandémie du COVID-19 n'est pas encore totalement écartée.

Toutefois, la pression sur les ressources naturelles du corridor forestier (charbonnage, cueillette), les activités minières et l'exploitation artisanale des cannes à sucre constitueront les seules alternatives pour les ménages pauvres et très pauvres privés de moyens.



CARTE ET TABLEAU DE LA POPULATION DE LA SITUATION PROJETÉE 2 (FÉVRIER À MARS 2023)



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

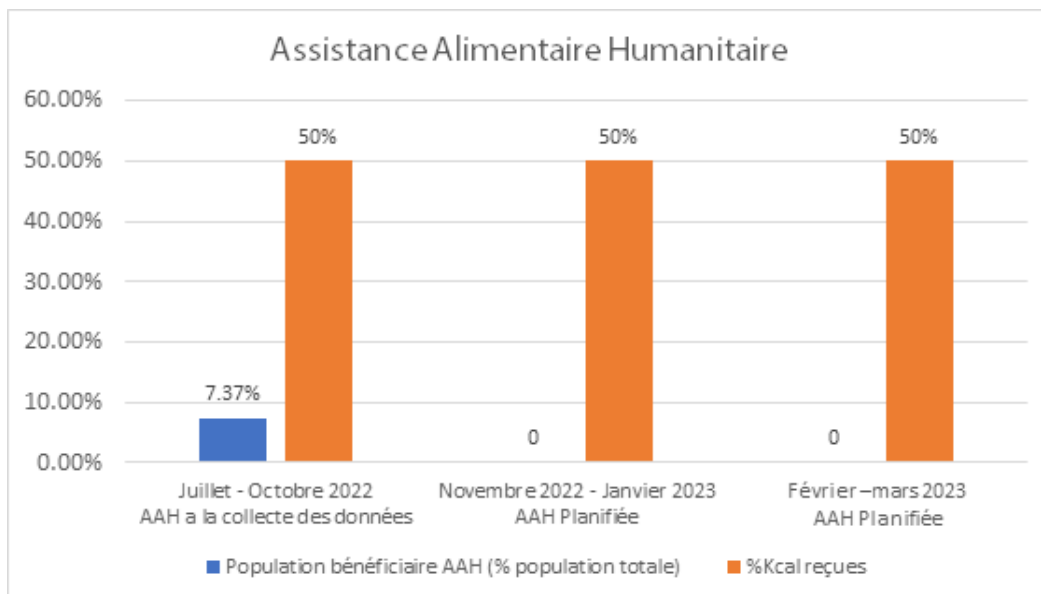
- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones non analysées

Niveau de preuve
*** Elevé

Région	District	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Atsimo Atsinanana	Befotaka	62 214	12 443	20	31 107	50	15 554	25	3 111	5	0	0	3	18 665	30
	Midongy-atsimo	54 980	13 745	25	32 988	60	8 247	15	0	0	0	0	2	8 247	15
	Vondrozo	188 155	47 039	25	103 485	55	37 631	20	0	0	0	0	3	37 631	20
	Total	305 349	73 227	24	167 580	55	61 432	20	3 111	1	0	0		64 542	21
Vatovavy Fitovinany	Ifanadiana	199 382	59 815	30	109 660	55	29 907	15	0	0	0	0	2	29 907	15
	Ikongo	225 021	56 255	25	90 008	40	67 506	30	11 251	5	0	0	3	78 757	35
	Total	424 403	116 070	27	199 669	47	97 414	23	11 251	3	0	0		108 665	26
Grand Total		729 752	189 296	26	367 249	50	158 845	22	14 362	2	0	0		173 207	24

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

FOCUS SUR L'ASSISTANCE ALIMENTAIRE



La fourniture d'une assistance alimentaire sous forme de transfert monétaire ou de produits alimentaires concernait les Districts de Midongy, Befotaka, Ikongo et Ifanadiana. Sauvegarder la disponibilité, l'accès et la consommation de denrées alimentaires adéquates, sûres et nourrissantes pour des populations vulnérables victimes de chocs, tel est l'objectif de l'assistance.

En termes d'ampleur, pendant la période courante de l'analyse, seul le District de Midongy a reçu des assistances alimentaires significatives c'est-à-dire une couverture de 42% de la population pendant 15 jours par mois de ration, sous forme de transfert monétaire ou de nourriture. Pour les autres districts, il y a quelques assistances mais leur couverture est assez limitée par rapport à l'étendue des zones et le nombre de population : 4,60% pour Ikongo, 6,03% pour Befotaka et 7,42% pour Ifanadiana. Pour les périodes de projection, aucune assistance n'est en perspective.

L'enclavement de la zone est un des principaux défis de l'intervention humanitaire. Cela complique le déploiement à temps de l'assistance. Etant donné les difficultés d'accès à la zone, principalement Befotaka, Midongy Atsimo et Ikongo, le transfert monétaire a été adopté dans le soutien aux plus vulnérables fortement impactés par les effets des cyclones et inondations.

Le montant de transfert reste le même malgré le contexte d'enclavement : 100 000 MGA par ménage par mois pendant deux mois en moyenne. Le montant couvre 35 à 40% du panier minimum de dépenses des ménages. La crise empirant, les prix augmentent de semaine en semaine. Pour les deux périodes projetées, une prévision de planification d'assistance humanitaire, financée reste encore floue pour les cinq districts analysés.

Les acteurs travaillant sur les enjeux de sécurité alimentaire reconnaissent la nécessité d'investir dans les causes structurelles de l'insécurité alimentaire notamment la pauvreté endémique, la baisse de la production agricole, les infrastructures défectueuses voire inexistantes qui enclavent une grande partie de la population, et exposent la population à l'insécurité en permanence. Cela impliquera un effort accentué du Gouvernement et des partenaires financiers afin de promouvoir les investissements dans les systèmes alimentaires tout en renforçant la résilience des communautés vulnérables aux divers chocs.



RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION

Priorités de réponse

Pour sauver des vies, réduire les déficits importants de consommation alimentaire et protéger voire restaurer les moyens d'existence des 14 000 personnes classifiées en Phase 4 de l'IPC (Urgence) en période de post-récolte dans les Districts d'Ikongo et Befotaka du Grand Sud Est, des interventions d'assistance alimentaire conditionnelles devront être priorisées avant l'arrivée de la saison des pluies. Des actions visant à la restauration des moyens d'existence, focalisées sur la relance de la production vivrière et la recapitalisation des éleveurs (aviculture), accompagnées d'assistance technique pour protéger ces actifs pendant la période d'épizootie (plus manifeste en période de pluie), devront être menées.

Les appuis dans les zones notamment dans les Districts de Befotaka et d'Ikongo devront être intensifiés pour adresser l'état nutritionnel en situation d'alerte. Pour Befotaka, un suivi attentif des tendances de mortalité est incontournable surtout que le taux de décès brut se rapproche du seuil d'alerte et que la mortalité des moins de cinq ans indique une situation de crise.

Pour anticiper la dégradation de la situation d'insécurité alimentaire dans l'ensemble des districts d'intérieur du Grand Sud-Est, en l'occurrence les personnes classées en Phase 2 (Stress) et 3 (Crise) de l'IPC pour qu'elles ne basculent pas dans les phases pires de l'IPC, sont recommandées de renforcer voire intensifier :

- L'appui à la relance de la production agricole par la fourniture aux ménages les plus affectés des intrants (spécifications sensibles à la nutrition, à cycle court et à récolte échelonnée) et du matériel agricole - adaptés au contexte local et de qualité au début des saisons culturales, les zones se caractérisent par un climat favorable à l'installation des cultures à tout moment en dehors du pic cyclonique (février-mars) ;
- La relance des cultures de rentes et de l'agroforesterie privilégiant l'association de cultures de rente et de cultures vivrières dans le Grand Sud-Est ainsi que le renforcement des exploitations rationnelles des ressources naturelles, par exemple la promotion de l'apiculture et les activités touristiques comme l'artisanat pour renforcer les moyens d'existence des populations ;
- Les activités en soutien aux post-récoltes pour réduire les pertes mais aussi diversifier les sources alternatives de revenu pour faire face aux chocs : conservation, transformation, écoulement des produits agricoles sur les marchés. Dans les zones productrices comme Midongy Atsimo et Befotaka qui restent très enclavées, le coopérativisme devra être vulgarisé et accompagné pour que les producteurs puissent tirer meilleur profit de leur investissement ;
- La diversification et la recapitalisation d'actifs productifs pour améliorer la disponibilité et l'accès à l'alimentation à travers « le transfert monétaire conditionnel » ;
- L'intégration des activités de protection sociale dans les interventions planifiées pour réduire les inégalités ;
- L'accès aux soins de santé qui demeure toujours problématique (filariose, ...), même si les Centres de Santé de Base existent déjà dans les communes rurales. Comblés les gaps d'accès aux services de nutrition et de santé par la stratégie mobile devra être considéré ;
- L'accès à l'eau et à l'assainissement qui reste préoccupant dans tous les districts illustrant le besoin de plus d'investissements dans ce secteur.

Des actions d'anticipation pour atténuer les effets des aléas climatiques et des chocs prévisibles (crise russo-ukrainienne) et imprévisibles seront également préconisées pour figurer dans les priorités des intervenants : préparation à la période cyclonique à travers les dispositifs d'alerte et d'intervention précoce (production de semences de qualité et adaptées en milieu communautaire, pré-positionnement des intrants agricoles...). L'annulation de l'apport bénéficiaire dans les investissements structurants (barrages, magasins de stockage, ...) en cours ou planifiés durant les périodes projetées dans ces zones devra être anticipée et comblée sachant la difficulté à laquelle fait face la population afin de ne pas pénaliser les interventions.

Sur le moyen et long termes, les appuis devront inclure le soutien au développement structurel pour la protection et la conservation des paysages forestiers, le désenclavement des communes isolées et le développement des chaînes de valeur phares dans les districts.

Activités de surveillance et d'actualisation de la situation

Les facteurs de risques à surveiller pouvant aggraver la situation sont :

- L'inflation galopante déjà influencée par la crise russo-ukrainienne qui risque d'accentuer l'adoption de stratégies au détriment de l'alimentation et de stratégies basées sur les moyens d'existence ;
- L'augmentation de la vente de volailles et de bétails qui risque de favoriser la transmission des maladies animales ;
- L'évolution des cas de maladies liées à l'eau et vectorielles notamment la diarrhée, l'IRA et le paludisme ainsi que les séquelles de la pandémie de COVID-19 ;
- Les cyclones et les inondations qui s'ensuivent au cours de la deuxième période projetée et les risques de glissement de terrain, d'enclavement partiel ou total en cas de ruptures de ponts, et/ou d'effondrement (exemple : pont reliant Befotaka et Midongy Atsimo, RN12, RN25, FCE-réseau de chemin de fer reliant Fianarantsoa et la côte Est) ;
- Les phénomènes migratoires qui risquent de déstabiliser l'équilibre général de l'économie et l'environnement des zones d'accueil ;
- Les ravageurs de cultures qui proliféreront normalement avec la pluie ;
- L'insécurité qui peut entraver le déploiement de l'assistance humanitaire et la reprise des travaux agricoles.

PROCESSUS ET MÉTHODOLOGIE

L'atelier d'analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë (IAA) a été mené à Antsirabe, du 23 au 28 juillet 2022. La nécessité de se familiariser sur l'IPC avant l'atelier via le module en ligne de IPC IAA Niveau 1 a été notifiée dans l'invitation envoyée aux participants certifiés et non certifiés. La première journée d'analyse a également été consacrée aux sessions de rappel sur les outils et protocoles IPC 3.1.

Cette analyse IPC IAA a couvert 5 Districts d'intérieur du Grand Sud-Est : Ifanadiana (Région Vatovavy), Ikongo (Région Fitovinany), Midongy Atsimo, Befotaka et Vondrozo (Région Atsimo Atsinanana).

Appuyé à distance par l'équipe de Global Support Unit de l'IPC/Rome, une vingtaine d'analystes issus de différents horizons/ secteurs, du niveau central et local, de différents organismes Onusiennes, de la Société Civile et Etatique ont participé à l'analyse. Une validation en plénière des résultats a été menée à la fin de l'analyse.

Données utilisées

L'analyse a bénéficié d'un éventail de preuves mises à disposition des analystes sur le portail de Système de Support de l'information (SSI) et analysées selon le principe de convergence des preuves conformément au cadre d'analyse d'IPC. Une base de données issue de l'enquête SMART a été utilisée pour la convergence des preuves et pour étayer les analyses suivantes les quatre résultats de la sécurité alimentaire (consommation alimentaire, stratégie basée sur les moyens d'existence, état nutritionnel) ainsi qu'un éventail de facteurs contributifs.

Hormis cette source d'information, l'analyse s'est appuyée sur les données de la Direction Générale de la Météorologie Malagasy, les données SISAV (Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et la Vulnérabilité) de la FAO et les données sur les assistances humanitaires du cluster SAMS (Sécurité Alimentaire et Moyens de Subsistance).

Les impacts de la hausse de prix du carburant sont pris en considération dans l'analyse et les données de l'indice de prix à la consommation de l'INSTAT ont été utilisées pour apprécier le niveau d'inflation.

Les analyses se sont reposées sur quatre preuves directes (selon les protocoles IPC 3.1), et une vingtaine de preuves indirectes pour la classification. Les principales données utilisées ont pour la plupart un score de confiance élevé de R2. Cependant, pour Midongy Atsimo et Befotaka, le niveau de confiance R1+ a été accepté par consensus et en vue de respecter les protocoles établis. Pour ces derniers, le nombre de 25 clusters n'a pas pu être respecté vu le nombre très limité de districts au niveau de fokontany. Or statistiquement, le niveau de représentativité des données collectées y est très élevé car contrairement aux autres districts, le nombre de fokontany échantillonné et visité avoisine les 30% et le nombre de ménages enquêtés est de 450.

Limites de l'analyse

Pour l'analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë, les limites de l'analyse reposent sur l'absence des données structurelles et chronique, l'absence de baseline HEA (Household Economy Analysis) et des Outcome analysis du HEA qui permettent une meilleure compréhension des zones observées et des analyses plus approfondies.

Ce que sont l'IPC et l'IPC de l'insécurité alimentaire aiguë ?

L'IPC consiste en une série d'outils et de procédures qui servent à classer le niveau de sévérité et les caractéristiques des crises alimentaires et nutritionnelles ainsi que de l'insécurité alimentaire chronique sur la base de normes internationales. L'IPC se compose de quatre fonctions qui se renforcent mutuellement; chacune d'elles s'accompagne d'un ensemble de protocoles (outils et procédures) spécifiques. Les paramètres fondamentaux de l'IPC comprennent l'établissement d'un consensus, la convergence des preuves, la redevabilité, la transparence et la comparabilité. L'analyse IPC vise à fournir des indications pour la réponse d'urgence de même que pour la politique de sécurité alimentaire et la programmation à moyen et long terme.

Pour l'IPC, l'insécurité alimentaire aiguë se définit par toute manifestation d'insécurité alimentaire dans une zone spécifiée à un moment donné et dont le niveau de sévérité menace des vies et/ou des moyens d'existence quelles qu'en soient les causes, le contexte ou la durée. Elle est très sujette aux variations, de même qu'elle peut survenir et se manifester au sein d'une population en un court laps de temps suite à des changements brusques ou des chocs qui ont un impact négatif sur les déterminants de l'insécurité alimentaire.

Pour de plus amples informations, contacter:

RAONIVELO, Andriananja

Point focal IPC Madagascar,

BNGRC. nraonivelo@gmail.com

Unité de soutien global IPC

www.ipcinfo.org

Cette analyse a été conduite sous le parrainage du Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes. Elle a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO, de l'UNICEF et du PAM Madagascar ainsi que du GSU/IPC.

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition conduite à l'aide des protocoles IPC, développés et mis en œuvre par le Partenariat mondial de l'IPC - Action contre la faim, CARE, le CILSS, le EC-JRC, la FAO, FEWSNET, le groupe sectoriel (cluster) sécurité alimentaire, le groupe sectoriel (cluster) malnutrition, l'IGAD, Oxfam, SICA, la SADC, Save the Children, l'UNICEF et le PAM

Partenaires de l'analyse IPC:

